

DEPARTEMENT
DES
BOUCHES DU RHONE

COMMUNE DE MIRAMAS
EXTRAIT
du REGISTRE des ARRETES du MAIRE

N° 215/23

Nous, MAIRE de la Commune de MIRAMAS,

OBJET :

Convention relative à
l'utilisation des locaux du
collège entre le
département des Bouches
du Rhône, le collège
Albert Camus, la
commune de Miramas et
l'école La carraire

VU l'article L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des
collectivités territoriales,

VU l'article L.2125-1 du Code de la propriété des personnes
publiques,

VU la délibération n°27-2020 du Conseil municipal de Miramas
du 10 juin 2020, donnant délégation d'attributions du conseil
municipal au Maire,

CONSIDERANT la politique menée par la Commune en faveur
des associations sportives,

Nature : Décision du
Maire prise par
délégation

CONSIDERANT que la commune de Miramas a besoin d'un
lieu pour donner accès à une pratique sportive au plus grand
nombre et d'en permettre l'accès aux écoles de la ville,

Matière : Domaine et
patrimoine

CONSIDERANT que le Conseil départemental accepte de
mettre à disposition le mur d'escalade du collège Albert Camus,

ACTE NOTIFIE LE :

DECIDONS

En exécution des pouvoirs susvisés,

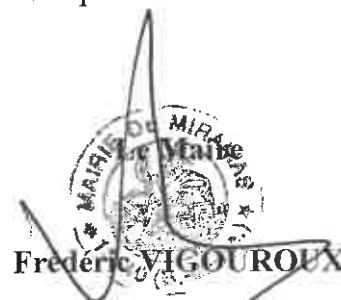
D'ETABLIR une convention à titre gratuit avec le Conseil départemental des Bouches du Rhône, la Cheffe d'établissement du collège Albert Camus situé boulevard de Maupassant 13140 Miramas, l'école La Carraire relative à l'utilisation par ladite école du mur d'escalade du gymnase du collège Albert Camus, pour l'année scolaire 2023/2024, aux heures et jours convenus dans l'annexe ci-jointe.

La commune coordonnera la mise à disposition des lieux à l'école utilisatrice, selon les conditions contenues dans la convention.

Madame la Directrice Générale des Services et Madame la Trésorière d'Istres, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Miramas, le 21 DEC. 2023

Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de la date de publication
le : 28/12/23


MIRAMAS
Maire
Frédéric YIGOUROUX

Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le cas échéant, la saisine pourra notamment s'effectuer par voie de dématérialisation depuis le site internet www.telerecours.fr



13 NOV. 2023
DIRECTION DE LA JEUNESSE
ET DES SPORTS

CONVENTION RELATIVE A L'UTILISATION DES LOCAUX DU COLLEGE PAR UN TIERS EXTERIEUR HORS TEMPS SCOLAIRE

ENTRE LES SOUSSIGNÉS,

- Le Département des Bouches du Rhône, 52 avenue de Saint JUST, 13256 Marseille Cedex20, représenté par la Présidente du Conseil Départemental;
- Le collège Albert CAMUS, 10 Boulevard Guy de Maupassant 13140 MIRAMAS, représenté par son Chef d'établissement en exercice; Madame MITOLO Nathalie
- La Commune de Miramas, place Jean Jaurès, Hôtel de Ville 13140 MIRAMAS représentée par son Maire en exercice, Monsieur Frédéric VIGOUROUX
- L'école la carraire, 140 rue du Rigaou, représentée par Madame MELANI , ci-après dénommée « l'école utilisatrice »,

Vu le Code de l'Éducation et notamment ses articles L. 212-15 et L. 213-2-2;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment les articles L. 2122-1 à L. 2122-3 et L. 2125-1 à L. 2125-5;

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental n°108 du 24 mai 2019, autorisant la Présidente du Conseil Départemental à signer la présente convention;

Vu la délibération du Conseil d'Administration n°..... du 9 Novembre 2023, autorisant le Chef d'établissement à signer la présente convention.

Vu la délibération du Conseil Municipal n°27-2020 du 10 Juin 2020, autorisant le Maire à signer la présente convention.

IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT

Article 1^{er} : Objet

Dans le souci de mutualiser un équipement public, de permettre aux usagers externes au collège de bénéficier d'animations à caractère culturel, éducatif et social dans des équipements disponibles et de proximité et de donner accès à une pratique sportive au plus grand nombre, le Département et le collège mettent à la disposition de la Commune, de manière précaire et révocable, les installations et équipements du collège indiqués ci-dessous :

Le mur d'escalade,

en vue de l'organisation de l'activité suivante,

l'escalade

Les effectifs accueillis simultanément s'élèvent à 24 personnes au maximum.

(Ajouter une liste en annexe si nécessaire, précisant les espaces accessibles, le matériel disponible et la capacité d'accueil de chacun des espaces)

Article 2 : Périodes d'utilisation

La mise à disposition pour la période du 11 septembre 2023 au 30 juin 2024, engage l'école utilisatrice à respecter des créneaux horaires ainsi définis :

- Vendredi: 15h15 à 16h30 du 4 décembre au 15 mars 2024 (Mme Melani)

Les espaces ci-dessus mentionnés peuvent également être mis à la disposition de la Commune durant les vacances scolaires selon un calendrier établi en accord avec le Collège.

Article 3 : Comité de pilotage

Les activités proposées sont définies et suivies dans le cadre d'un comité de pilotage comprenant la Commune, l'association utilisatrice et l'établissement.

Il est placé sous la présidence du Chef d'établissement.

Il se réunit 1 fois par an, à minima, et autant que nécessaire sur convocation du chef d'établissement. Il est établi à son issue un bilan de l'utilisation, qui est transmis au Département.

Une planification annuelle, indiquant les associations autorisées à intervenir, sera communiquée par la Commune, en début de chaque année scolaire à l'établissement pour validation. Toute modification intervenant au cours de la période fera l'objet d'une communication à l'établissement.

Article 4 : Conditions d'utilisation des locaux et équipements

Les locaux et équipements sont réservés exclusivement aux besoins de l'organisation de l'activité décrite à l'article 1. Ils ne peuvent accueillir de manifestations ouvertes au public, sauf exception validée par le chef d'établissement et le Département.

L'utilisation des locaux et des équipements mis à disposition s'effectuera dans le respect du règlement intérieur de l'établissement, des principes de neutralité et de laïcité et des règles d'hygiène, de sécurité, et de tranquillité publique. Il doit être porté une attention rigoureuse à la pérennité des équipements.

En cas de modification de l'affectation des locaux, la présente convention est résiliée de plein droit.

Toute sous-location est formellement interdite sous quelque forme que ce soit

Article 5 : Responsabilité

1. La Commune

La commune est chargée de coordonner les activités des différentes associations utilisatrices, de faire respecter par celles-ci et les membres adhérents les règles énoncées à l'article 4 ainsi que toute prescription particulière indiquée par le collège.

La Commune nomme un personnel pour effectuer le gardiennage des installations mises à disposition sur l'intégralité des créneaux horaires définis à l'article 2.

L'accès des personnes se fera par clefs remises par le collège au gardien affecté par la ville qui assurera l'ouverture, la fermeture et la mise sous alarme des locaux à l'issue de leur occupation, conformément aux horaires arrêtés à l'article 2.

La Commune doit assurer le contrôle des entrées et sorties des participants à l'activité organisée et de leurs accompagnants.

Elle s'engage à fournir au collège, les coordonnées des représentants des différentes associations utilisatrices des locaux.

La Commune, ainsi que son personnel, affirment avoir été informés de l'ensemble des consignes d'incendie. Le gardien est en possession du numéro de téléphone de la personne responsable de la sécurité dans le Collège.

La Commune veille à laisser en parfait état, après chaque utilisation hors temps scolaire, les installations mises à sa disposition, afin de permettre au collège ou à son association sportive, l'utilisation des locaux, dans le cadre de leurs activités, dans les meilleures conditions.

La Commune assure :

- La mise en place des activités sportives ou culturelles,
- La communication au niveau local et auprès des publics concernés.

Elle garantit que :

- les activités proposées par les associations utilisatrices soient compatibles avec la nature des installations mises à disposition et qu'elles respectent les principes de neutralité et de laïcité.
- les activités soient encadrées par du personnel qualifié et diplômé si nécessaire,
- le règlement intérieur de l'équipement, défini par le collège, et toutes les règles de sécurité soient respectées,
- les créneaux soient utilisés de manière optimale par les associations utilisatrices.
- Le matériel utilisé et les espaces mis à disposition soient restitués régulièrement dans l'état (de propreté et de rangement) ou ils ont été confiés.

Pendant le temps de pratique des activités indiquées dans l'article 1 de la présente convention, la Commune est responsable de la surveillance du matériel et de l'installation utilisés.

2. L'école utilisatrice

L'école utilisatrice s'engage à ce que les participants à l'activité indiquée dans l'article 1 ainsi que les accompagnants se conforment aux principes de laïcité et de neutralité d'un établissement public

L'école utilisatrice respectera strictement le règlement intérieur du collège ainsi que toutes prescriptions qui lui seront imposées par ce dernier

Elle reconnaît avoir pris connaissance des consignes applicables pour l'usage des locaux mis à sa disposition, s'agissant notamment des consignes de sécurité incendie.

L'école utilisatrice doit se conformer aux injonctions du chef d'établissement et des agents du collège ou de la commune dûment habilités à cet effet.

L'école utilisatrice doit assurer le contrôle des entrées et sorties des participants à l'activité organisée et des éventuels accompagnants, la remise en place de tout matériel utilisé. Elle a une obligation de surveillance des participants à l'activité qu'elle organise au sein du collège. Elle doit s'assurer en permanence du respect, par les participants, des dispositions ci-dessus.

3. Le collège

Il appartient au collège de veiller au bon état de fonctionnement des matériels mis à disposition et de vérifier que ceux-ci soient en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

Il lui appartient de veiller au bon fonctionnement des équipements de protection contre l'incendie et d'en faire effectuer l'entretien.

Le collège se réserve le droit de suspendre temporairement pour quelque raison que ce soit l'utilisation des espaces mis à disposition.

Il conserve, en dernier ressort, le droit de refuser à certaines personnes l'accès à l'établissement.

Article 6 : Nettoyage et état des lieux

Le nettoyage, pendant la période scolaire est assuré par :

- Les agents techniques du collège*
- L'association utilisatrice*
- La commune

**cochez la case correspondante*

Pendant les week-end et vacances scolaires, le nettoyage des espaces mis à dispositions est assuré par la commune ou l'association utilisatrice.

Le matériel utilisé et les espaces mis à disposition doivent être restitués régulièrement dans l'état (de propreté et de rangement) dans lequel ils ont été confiés. Une attention particulière est portée à la remise en place de tout matériel utilisé.

L'établissement réalisera avec la Commune un état des lieux des locaux et équipements mis à disposition qui sera annexé à la présente convention. La commune s'assurera que l'association utilisatrice restitue en l'état les locaux, installations et équipements mis à disposition.

La responsabilité pécuniaire de l'association utilisatrice est engagée pour les dégâts éventuellement commis, s'agissant des locaux, installations et équipements mis à sa disposition, eu égard à l'état des lieux figurant en annexe. Elle est également engagée pour tout dégât commis dans l'établissement par un participant ou un accompagnateur aux activités organisées par ses soins.

Article 7 : Assurance

Les activités de l'association utilisatrice sont placées sous sa responsabilité pleine et entière.

Préalablement à la tenue de l'activité, l'association utilisatrice doit justifier de polices d'assurance couvrant tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans l'établissement au cours de l'utilisation des locaux, installations et équipements mis à sa disposition.

Une attestation est remise au collège à cet effet et jointe à la présente convention.

Article 8 : Dispositions financières

L'école utilisatrice s'engage à verser au collège, sur présentation d'une facture par ce dernier, une redevance d'un montant de...0....€ par heure d'utilisation ,
d'un montant de 0....€ pour la période d'utilisation.
L'occupation du domaine public est gratuite.

Article 9 : Résiliation

La présente convention peut être dénoncée par lettre recommandée:

- à tout moment par le collège, le Département ou la Commune en cas de non-respect de l'une des clauses de la présente convention, pour cas de force majeure ou pour des motifs sérieux tenant au bon fonctionnement du service public de l'éducation ou si les locaux sont utilisés à des fins non conformes ou dans des conditions contraires aux dispositions prévues par la présente convention,
- par l'association utilisatrice en cas de force majeure dûment constatée et signifiée au collège,

Article 10 : Durée

La présente convention est précaire et révocable, l'utilisation du domaine public ne pouvant être que temporaire. Elle prend effet à compter de sa date de signature par l'ensemble des parties pour une période de 3 ans.

Elle pourra être renouvelée 2 fois par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une des parties selon les termes de l'article 9.

Article 11 : Litiges

Toute contestation qui pourrait surgir à propos de l'existence, de l'exécution ou de la résiliation de la présente convention est de la compétence exclusive du Tribunal Administratif compétent.

Fait à Miramas, le 21 DEC. 2023

LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL
DEPARTEMENTAL
MARTINE VASSAL

Pour la Présidente du Conseil Départemental
des Bouches-du-Rhône en l'absence de
Béatrice BOUQUENON
Conseillère Départementale
Déléguée aux Collèges

LE MAIRE DE LA COMMUNE
FRÉDÉRIC VIGOUROUX



LE CHEF D'ETABLISSEMENT

NATHALIE MITOLO



L'ÉCOLE UTILISATRICE
LA CARRAIRE





Assureur militaire



Envoyé en préfecture le 28/12/2023

Reçu en préfecture le 28/12/2023

Publié le 28/12/23

ID : 013-211300637-20231221-2023_215-CC

MAIF Depuis 1932 MON PREMIER ASSUREUR

Attestation assurance

Le souscripteur : Monsieur Jacques BALOUZAT, Président de l'Association Départementale des Bouches du Rhône

Sise à 1 Boulevard de la liberté 13001 Marseille

Certifie que le contrat « L'assurance multirisque des associations départementales Occe, de leurs coopératives et foyers coopératifs », N° 0019457324, souscrit auprès de la MAE et de la MAIF pour la période du 01/09/23 au 31/08/24, bénéficie à la coopérative scolaire OCCE 1894X ECOLE PRIMAIRE LA CARRAIRE ZAC CARRAIRE PLACE DU FOIRAIL 13140 MIRAMAS. Ce contrat est renouvelable par tacite reconduction le 1^{er} septembre de chaque année.

Ce contrat couvre dans les limites définies au verso de la présente et selon les garanties souscrites :

Le dispositif d'assurance comprend :

- des **garanties de base** destinées à garantir automatiquement, pour un ensemble de risques en rapport avec les activités et les biens utilisés, les foyers coopératifs, les coopératives affiliées, ainsi que les associations départementales.
- des **garanties complémentaires** qui permettent d'assurer, selon les besoins, les risques qui ne relèvent pas du champ des garanties de base.

Les garanties sont souscrites par les associations départementales pour le compte de l'ensemble :

- des coopératives et des foyers coopératifs concernés.

Les bénéficiaires des garanties :

- activités OCCE : les participants des structures visées ci-dessus (coopérateurs, administrateurs, salariés, bénévoles),
- sorties scolaires organisées par l'école au profit des élèves : les participants à l'activité (élèves, enseignants, intervenants extérieurs).
- **À l'exclusion des activités de toute autre entité juridique.**

Les garanties de base :

Sont automatiquement garantis

- Toutes les activités organisées par l'OCCE (trajet inclus), à l'exclusion des risques directement liés à l'utilisation d'engins à moteur (voiture, karting, cyclomoteur, avion...).
- Les matériels qui appartiennent ou sont mis en permanence à disposition (à titre gratuit ou onéreux) des unions régionales, des associations départementales, des coopératives ou des foyers coopératifs, lorsque la valeur totale des biens détenus par chaque structure ne dépasse pas 2 000 €.
- Les matériels qui sont mis ponctuellement à disposition, des associations départementales, des coopératives ou des foyers coopératifs, lorsque la valeur totale de chaque mise à disposition ne dépasse pas 7 700 €.
- Les expositions, organisées par l'OCCE, dont la valeur ne dépasse pas 77 000 €.
- Les espèces, titres et valeurs détenus au titre des activités garanties, à concurrence de 2 000 €.
- Les risques d'occupant des coopératives et des foyers coopératifs, que l'occupation soit permanente ou temporaire, à titre gratuit ou à titre onéreux.
- Les risques d'occupant des associations départementales, mais uniquement pour les occupations temporaires.
- Les frais engagés pour l'organisation d'un spectacle annulé.
- Les frais engagés pour la participation annulée à un voyage, ou l'organisation d'un voyage annulé.

Les garanties sont par ailleurs étendues

- Aux sorties organisées par l'école au profit des élèves.
- À la formation des intervenants extérieurs bénévoles (ex. parents d'élèves) pour l'encadrement des activités physiques et sportives.
- À l'acheminement des élèves domicile/école organisé dans le cadre d'une entraide informelle entre parents (opérations pédibus, vélobus).
- Aux biens confiés (à concurrence de 7 700 €), ainsi qu'aux locaux occupés à titre temporaire, dans le cadre de ces activités.

Toute déclaration de sinistres concernant le présent contrat devra être transmise à l'association départementale qui transmettra à l'assureur.

Jacques Balouzat
Président de l'OCCE 13

Contenu des garanties

- Les garanties sont régies par les conditions générales.
- Les garanties suivantes peuvent être mises en œuvre, selon la nature du risque, à l'occasion de tout événement de caractère accidentel : Responsabilité civile-défense – indemnisation des dommages corporels (individuelle accident) – dommages aux biens (biens des structures OCCE, biens des participants) – recours - protection juridique - assistance (se procurer, auprès des associations départementales OCCE, le guide pratique assistance relatif aux conditions d'assistance et à la conduite à tenir pour faire appel à l'Ima GIE).

Contenu	Plafond
<p>RESPONSABILITÉ CIVILE - DÉFENSE</p> <p>1 - Responsabilité civile générale</p> <ul style="list-style-type: none"> - dommages corporels - dommages matériels et immatériels consécutifs - dommages corporels résultant de la responsabilité civile médicale <i>La garantie est toutefois limitée, tous dommages confondus à :</i> - dommages immatériels non consécutifs - à l'exception de ceux résultant de la violation du secret médical <p>2 - Responsabilité civile étendue à l'environnement</p> <p>3 - Responsabilité civile des dirigeants et mandataires sociaux</p> <p>4 - Responsabilité civile du locataire ou de l'occupant à l'égard du propriétaire (y compris la responsabilité locative du fait de la perte de loyers que pourrait subir le propriétaire), responsabilité du propriétaire et/ou du locataire à l'égard des voisins et des tiers, responsabilité du propriétaire à l'égard du locataire (recours des locataires)</p> <p>5 - Responsabilité civile produits (y compris le risque d'intoxication alimentaire)</p> <ul style="list-style-type: none"> - dont frais de retrait - dont dommages immatériels non consécutifs <p>6 - Responsabilité civile agence de voyages</p> <p>7 - Défense</p> <p>8 - Défense des salariés</p>	<p>30 000 000 €</p> <p>15 000 000 €</p> <p>30 000 000 €</p> <p>30 000 000 €</p> <p>30 000 €</p> <p>155 000 €</p> <p>5 000 000 €</p> <p>310 000 €</p> <p>125 000 000 €</p> <p>5 000 000 €</p> <p>1 000 000 €</p> <p>5 000 000 €</p> <p>5 000 000 €</p> <p>300 000 €</p> <p>20 000 €</p> <p>voir autres des conditions générales</p>
<p>DOMMAGES AUX BIENS ASSURÉS sans franchises contractuelles</p> <p>1 - Mesures d'urgence</p> <p>2 - Dommages aux Biens des associations départementales OCCE, des coopératives</p> <ul style="list-style-type: none"> - en matière immobilière, ouvrages, dont le coefficient de vétusté est inférieur à 1/3 - en matière immobilière, ouvrages, dont le coefficient de vétusté est supérieur à 1/3 <ul style="list-style-type: none"> - biens meubles en propriété ou détenus à titre permanent - biens meubles mis occasionnellement à disposition - espèces, titres et valeurs détenus au titre des activités de la structure OCCE - vol d'objets dans (ou sur) un véhicule ou un bateau <p>3 - Dommages aux biens confiés aux écoles à l'occasion de sorties scolaires</p> <ul style="list-style-type: none"> - biens meubles mis occasionnellement à disposition - espèces, titres et valeurs détenus au titre des activités - vol d'objets dans (ou sur) un véhicule ou un bateau <p>4 - Garanties des expositions</p> <ul style="list-style-type: none"> - exposition dont la valeur est inférieure ou égale à 77 000 € <p>5 - Dommages aux biens des participants</p> <ul style="list-style-type: none"> - vêtements et biens utilisés à l'occasion de l'activité assurée <p>6 - Garanties accessoires</p> <ul style="list-style-type: none"> - frais de déplacement et de remplacement d'objets mobiliers à la suite d'un sinistre garanti - frais de débris et de transport des débris - frais consécutifs à l'impossibilité d'occuper les bâtiments - frais de mise en conformité des bâtiments 	<p>voir autres des conditions générales</p> <p>valeur de reconstruction ou de remplacement valeur de reconstruction ou de remise en état, vétusté déduite, dans la limite de la valeur vénale</p> <p>valeur vénale à concurrence de 2 000 €</p> <p>valeur vénale à concurrence de 7 700 €</p> <p>2 000 €</p> <p>4 800 € dans la limite de la valeur assurée</p> <p>valeur vénale à concurrence de 7 700 €</p> <p>2 000 €</p> <p>4 800 € dans la limite de la valeur assurée</p> <p>valeur vénale à concurrence de 77 000 €</p> <p>800 € sans franchise</p> <p>à concurrence de leur montant à concurrence de leur montant à concurrence de la valeur locative mensuelle des bâtiments sinistrés dans la limite de 12 mois à concurrence de 10 % du montant de la remise en état à l'identique</p>
<p>ANNULATION</p> <p>1 - Garantie annulation de spectacle</p> <p>2 - Garantie annulation voyage</p> <ul style="list-style-type: none"> - frais engagés par le participant auprès de la collectivité - frais engagés par la collectivité auprès du transporteur 	<p>à concurrence de 1 000 € par sinistre</p> <p>à concurrence des frais engagés, dans la limite du coût du voyage</p> <p>à concurrence des frais de transport restant à charge</p>
<p>INDEMNISATION DES DOMMAGES CORPORELS</p> <p>1 - Services d'aide à la personne : assistance à domicile</p> <p>2 - Frais médicaux, pharmaceutiques, chirurgicaux, et de transport des blessés</p> <ul style="list-style-type: none"> - dont frais de lunetterie - dont frais de rattrapage scolaire, exposés après 15 jours consécutifs d'interruption de la scolarité <p>3 - Pertes justifiées de revenus des personnes actives pour la période d'incapacité de travail résultant de l'accident</p> <p>4 - Capital professionnel au taux d'atteinte permanente à l'intégrité physique et psychique subsistant après consolidation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - jusqu'à 9 % - de 10 à 19 % - de 20 à 34 % - de 35 à 49 % - de 50 à 100 % ; - sans tierce personne - avec tierce personne <p>5 - Capitaux décès :</p> <ul style="list-style-type: none"> - capital de base - capitaux supplémentaires - conjoint - chaque enfant à charge <p>6 - Frais de recherche et de sauvetage de vies humaines</p>	<p>à concurrence de 700 € et dans la limite de 3 semaines</p> <p>1 400 €</p> <p>80 €</p> <p>16 € par jour dans la limite de 310 €</p> <p>16 € par jour dans la limite de 3 100 €</p> <p>6 100 € x taux</p> <p>7 700 € x taux</p> <p>13 000 € x taux</p> <p>16 000 € x taux</p> <p>23 000 € x taux</p> <p>48 000 € x taux</p> <p>3 100 €</p> <p>3 900 €</p> <p>3 100 €</p> <p>à concurrence des frais engagés et dans la limite de 7 700 € par victime</p>
<p>RECOURS PROTECTION JURIDIQUE</p> <p>À la condition, en ce qui concerne le recours judiciaire, que le montant des dommages soit supérieur à 2 fois la franchise générale légale</p>	<p>sans limitation de somme</p>
<p>ASSISTANCE</p> <p>Une garantie d'assistance est acquise aux bénéficiaires des garanties dans les conditions et selon les plafonds prévus par la convention d'assistance annexée aux conditions générales.</p>	

Particularités

- Franchise contractuelle : aucune, ni pour la collectivité souscriptrice, ni pour les participants.
- Franchise applicable aux dommages subis par les biens assurés et résultant d'un événement catastrophe naturelle (y compris sécheresse) : franchise légale sous réserve de dispositions particulières en cas d'arrêts successifs concernant la même commune.